



Conseil économique  
et social

Distr.  
LIMITÉE

E/CN.17/1998/L.8  
29 avril 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
Sixième session  
20 avril-1er mai 1998  
Point 8 de l'ordre du jour

QUESTIONS DIVERSES

Projet de texte présenté par le Vice-Président,  
M. Miloslav Hettes (Slovaquie)

Information communiquée par les gouvernements et  
échange de données d'expérience entre les pays

La Commission du développement durable

Apprécie les efforts faits par tous les pays qui ont présenté, à titre facultatif, des communications ou rapports sur la mise en oeuvre d'Action 21 à l'échelon national, que le Secrétariat a diffusés sur le Web;

Note que le nombre de rapports présentés à titre facultatif par les pays a augmenté, et qu'à ce jour, 106 pays lui ont communiqué des informations;

Remercie le Secrétariat des efforts qu'il a déployés pour réunir et mettre à jour lesdites informations. Dans ce contexte, la Commission souligne qu'il importe d'examiner le contenu des rapports nationaux afin de tirer pleinement parti des informations qui y figurent;

Prend acte des préoccupations exprimées dans le document E/CN.17/1998/8 au sujet de la rapidité avec laquelle ces rapports sont demandés et présentés;

Prend note des exposés sur les expériences acquises par les pays en matière de gestion durable des ressources en eau, que les représentants de la Chine, de la Fédération de Russie, des Pays-Bas, du Venezuela et du Zimbabwe ont faits au cours de sa sixième session et dans le cadre de son groupe de travail spécial intersessions;

Rappelle la recommandation relative aux échanges de données d'expérience à l'échelon régional, qui est formulée aux alinéas b) et c) du paragraphe 133 du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21 (résolution

S-19/2 de l'Assemblée générale, annexe) et note avec satisfaction les activités menées par le Secrétariat dans ce domaine.

Encourage les gouvernements à continuer de présenter, à titre facultatif, des communications ou rapports sur la mise en oeuvre d'Action 21 à l'échelon national avec la pleine participation de tous les secteurs de la société et invite les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à présenter leurs rapports nationaux;

Encourage également les gouvernements à continuer de faire des exposés, à titre facultatif, dans le cadre des sessions de la Commission;

Prie le Secrétariat d'examiner et de réunir, par secteur, les informations communiquées par les gouvernements et prie les chefs de projet pour les différents secteurs d'exploiter plus à fond ces informations lors de l'élaboration des rapports de la Commission à ses futures sessions, compte tenu des questions inscrites au programme de travail pluriannuel de la Commission, 1998-2002 (voir résolution S-19/2 de l'Assemblée, appendice);

Décide qu'une étude sectorielle analogue sera entreprise sur les ressources en eau douce en vue de l'examen d'ensemble auquel procédera l'Assemblée générale en 2002;

Prie en outre les chefs de projet pour les différents secteurs de communiquer des informations sur les progrès globalement réalisés dans la mise en oeuvre d'Action 21 dans le cadre des préparatifs de l'examen d'ensemble auquel procédera l'Assemblée générale en 2002;

Prend note de la proposition tendant à procéder à des échanges de données d'expérience entre pays à l'intérieur de leur région, actuellement à l'étude au sein de la Commission économique pour l'Europe, et invite cette dernière à lui communiquer les résultats de toute initiative de ce type;

Prend note des importantes activités en cours visant à organiser de manière plus rationnelle les demandes d'information et de rapports nationaux, des résultats de la phase expérimentale d'établissement d'indicateurs du développement durable et de la nécessité de déterminer, sur la base des informations déjà communiquées par les gouvernements quelles sont les données manquantes.

-----